

ACTION URGENTE

CHINE. UNE MILITANTE DÉTENUE AU SECRET DEPUIS DES MOIS

Personne n'a eu de contact avec la défenseure des droits humains Li Qiaochu depuis qu'elle a été emmenée par la police de Pékin le 16 février 2020. Son arrestation serait liée à ses activités militantes contre les violences liées au genre et au fait que son partenaire, Xu Zhiyong, a assisté à une rencontre informelle d'avocats et de militants à Xiamen en décembre 2019. Li Qiaochu est détenue au secret dans le cadre d'une « résidence surveillée dans un lieu désigné » et les craintes sont vives qu'elle ne soit victime de torture ou d'autres mauvais traitements, car elle n'est toujours pas autorisée à communiquer avec sa famille et l'avocat de son choix.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

*Wang Xiaohong, directeur
Beijingshi Gong'anju
9 Dongdajie, Qianmen
Dongchengqu, Beijing Shi 100017
Chine
Fax : +86 10 85222823*

Monsieur le Directeur,

Je vous écris afin de vous faire part de ma vive inquiétude pour **Li Qiaochu (李翘楚)**, détenue au secret depuis qu'elle a été emmenée par la police à Pékin le 16 février 2020. Li Qiaochu aurait été placée en « résidence surveillée dans un lieu désigné » (指定居所监视居住). Toutefois, aucune information officielle sur sa situation actuelle n'a été communiquée à sa famille ni à son avocat.

Il est inquiétant d'apprendre que, depuis le début de sa détention, Li Qiaochu n'a pas été autorisée à consulter un avocat. Récemment, le 21 avril, son avocat s'est rendu au poste de police de Dongxiaokou pour demander à la rencontrer et tenter d'obtenir des informations sur son dossier. Cette requête a été rejetée, ce qui signifie que son avocat ne sait toujours rien sur le lieu où elle se trouve, sur son état de santé ni même sur les accusations portées contre elle.

Comme il est impossible de communiquer avec Li Qiaochu, on ignore si elle a rapidement accès à des soins médicaux réguliers et non limités. Comme elle souffre de dépression depuis juin 2019, je m'inquiète pour son bien-être physique et psychologique si elle ne reçoit pas les soins adaptés.

Li Qiaochu est une chercheuse sur les droits du travail très estimée et milite de manière pacifique contre les violences fondées sur le genre depuis de nombreuses années. Il semble que le militantisme pacifique de Li Qiaochu et son étroite collaboration avec d'autres militant·e·s soient l'unique motif de sa détention actuelle.

Je vous prie instamment de :

- **libérer immédiatement et sans condition Li Qiaochu, à moins que des éléments crédibles, suffisants et recevables indiquent qu'elle pourrait avoir commis une infraction reconnue par le droit international et qu'elle ne soit jugée dans le cadre d'un procès respectant les normes internationales d'équité ;**
- **veiller à ce qu'elle puisse avoir des contacts réguliers et sans restriction avec sa famille et les avocats de son choix, et à ce qu'elle ne soit ni torturée, ni soumise à des mauvais traitements ;**
- **lui permettre de bénéficier rapidement, régulièrement et sans restriction de soins médicaux, si nécessaire ou à sa demande.**

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération,

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Li Qiaochu (李翘楚), née en 1991, est militante féministe et chercheuse sur les questions liées au droit du travail. Elle est diplômée de la Faculté du travail et des ressources humaines de l'Université Renmin de Chine.

Elle s'intéresse depuis longtemps aux questions liées à l'égalité des droits des travailleurs, des femmes et d'autres membres de la société chinoise. Ses recherches couvrent des sujets tels que les politiques de protection sociale pour les retraité·e·s. Lorsque les autorités de Pékin ont délogé et expulsé la « population à faibles revenus » en 2017, Li Qiaochu a travaillé avec des bénévoles pour compiler et diffuser des informations sur les communautés les plus touchées afin d'aider les travailleurs migrants expulsés à retrouver un emploi et à se reloger à un prix abordable. Elle a également participé activement à diverses campagnes nationales #MeToo. Elle a rassemblé des données, rédigé des rapports et posté en ligne des messages exprimant son soutien au mouvement.

En juin 2019, les médecins lui ont diagnostiqué une dépression et elle a dû suivre un traitement régulier. Toutefois, elle n'a pas arrêté ses activités militantes. Avec l'arrivée de l'épidémie de COVID-19, elle s'est portée volontaire pour aider en ligne et sur le terrain à faire de la prévention dans les petites localités. Elle a distribué des masques aux éboueurs et a fourni des conseils à des femmes enceintes au sein des populations touchées pour qu'elles s'entraident. Ayant observé l'absence de prise en compte des questions de genre, notamment en matière de prévention des violences fondées sur le genre, dans les pratiques de certains hôpitaux, elle a immédiatement travaillé avec un groupe de bénévoles pour mettre en place des recommandations.

Conséquence de ces activités militantes, elle a souvent été la cible de harcèlement policier. Début décembre 2019, des agents de la sécurité publique se sont postés devant son domicile et l'ont surveillée lors de ses trajets pour se rendre à son travail et en revenir, bafouant ainsi gravement ses droits civils et son droit à la vie privée.

Le 31 décembre 2019, Li Qiaochu a été convoquée par la police et détenue au Bureau de la Sécurité publique de Pékin pendant 24 heures. Durant sa détention, la police aurait refusé de lui dispenser des soins médicaux adaptés. Comme la plupart des questions étaient liées à Xu Zhiyong, Li Qiaochu a décidé de révéler sur Internet le traitement que lui a réservé la police et a demandé à la population de s'intéresser davantage aux autres personnes détenues en lien avec les rencontres à Xiamen.

Depuis le 26 décembre 2019, la police à travers le pays convoque et détient les avocats et les militants qui ont participé à une rencontre informelle à Xiamen au début du mois. Dai Zhenya, Ding Jiayi et Zhang Zhongshun ne sont que trois des nombreux participants détenus et actuellement placés en résidence surveillée dans un lieu désigné, qui n'est pas dévoilé à leurs familles.

La « résidence surveillée dans un lieu désigné » est une mesure qui permet aux enquêteurs, dans certaines circonstances, de maintenir des personnes hors du système de détention officiel pendant une période pouvant aller jusqu'à six mois, et s'apparente à une forme de détention au secret. Les suspects placés dans cette forme de « résidence surveillée » n'ont pas la possibilité de consulter un avocat de leur choix ni d'entrer en contact avec quiconque, y compris leur famille, et sont exposés à un risque de torture et d'autres mauvais traitements. Cette forme de détention est utilisée pour entraver les activités de défenseurs des droits humains, dont des avocats, des militants et des pratiquants de certaines religions. Les militants et les défenseurs des droits humains continuent d'être systématiquement soumis à une surveillance, à des manœuvres de harcèlement et d'intimidation, à des arrestations et à des placements en détention.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais, chinois
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 10 juin 2020
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Li Qiaochu (elle)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/1963/2020/fr/>